

Elle nous aurait accusés d'avoir miné la capacité du Canada d'attirer des investisseurs, et elle nous aurait blâmés d'avoir refusé de défendre les intérêts du pays.

Mais elle ne peut faire cela, Monsieur le Président, car le gouvernement a choisi la bonne voie, il a entrevu l'avenir et il a voulu y ménager la place qui revenait de droit à notre pays.

Une fois approuvé, le projet de loi C-115 nous ouvrira la voie du XXI^e siècle.

Les relations entre les pays industrialisés et les pays en développement représenteront un des défis prépondérants du prochain siècle.

L'ALENA constitue un bon prototype pour ces relations. Depuis 50 ans, l'aide fournie aux pays en développement se solde trop souvent par de petites victoires isolées dans la lutte contre la pauvreté. Ces pays exhortent de plus en plus le monde industrialisé à comprendre que leur avenir ne dépend pas tant de l'aide extérieure que du commerce.

Les pays en développement veulent être libres de vendre leurs biens et services sur les marchés mondiaux, pouvoir acheter des biens et des services et attirer chez eux les investissements que le monde industrialisé a à offrir.

C'est là, on le reconnaît, la clé de leur développement et de leur prospérité dans l'avenir. Et c'est aussi un élément essentiel pour garantir une prospérité soutenue au monde industrialisé, ainsi que la paix et la stabilité internationales.

Un commerce plus vaste ainsi qu'une plus grande interdépendance économique peuvent dissiper le ressentiment et la jalousie qui ont trop souvent engendré des bouleversements d'envergure internationale, depuis la famine jusqu'au terrorisme.

Le commerce est un antidote puissant contre les conflits et un solide allié de l'ordre international. Je le dis clairement : le libre-échange, c'est de la bonne politique étrangère.

Il est bon pour nos relations avec nos amis et partenaires mexicains, et aussi pour nos relations avec les pays d'Amérique latine et d'ailleurs qui adhéreront peut-être à l'ALENA et à d'autres accords commerciaux qui ouvriront de nouveaux marchés dans l'avenir.

Dans le prochain siècle, nous nous préoccupons aussi de conserver et de protéger nos ressources naturelles - notre air, nos terres et nos eaux; les travailleurs et les gestionnaires se soucieront partout de la qualité de la vie dans les lieux de travail.